Recueil des actes administratifs

■ n° 312

3 juillet 2020

Pages 8069 à 8078

Le recueil des actes administratifs est consultable au bureau 212 (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 LA ROCHELLE), ainsi que sur le site internet de l'université (<https://www.univ-larochelle.fr/luniversite/infos-statutaires-et-reglementaires>).

Table des matières

Arrêtés

Arrêté n° 2020-265 du 18 juin 2020 fixant les périodes d'inscription administrative des étudiants à La Rochelle Université pour l'année universitaire 2020- 2021.....	8071
Arrêté n° 2020-269 du 23 juin 2020 portant nomination aux fonctions de chargé de mission « Europe » (Antoine Doucet).....	8072
Arrêté n° 2020-270 du 23 juin 2020 portant nomination aux fonctions de chargée de mission « Ressources humaines » (Isabelle Sueur).....	8072
Arrêté n° 2020-272 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention à l'association « Adocs ».....	8073
Arrêté n° 2020-273 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention à l'association « AFEV ».....	8073
Arrêté n° 2020-279 du 30 juin 2020 portant désignation du responsable d'unité de travail Sciences de la Terre.....	8074
Arrêté n° 2020-280 du 30 juin 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université (Valérie Pourpoint).....	8075
Arrêté n° 2020-282 du 1 ^{er} juillet 2020 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2019-724 (Francette Fines).....	8076
Arrêté n° 2020-286 du 2 juillet 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'Université (Linda Arcelin).....	8077

Arrêtés

Arrêté n° 2020-265 du 18 juin 2020 fixant les périodes d'inscription administrative des étudiants à La Rochelle Université pour l'année universitaire 2020- 2021

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D. 612-1-9 et D. 612-6,
Vu l'arrêté du 28 février 2020 relatif au calendrier de la procédure nationale de préinscription pour l'accès dans les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur, notamment son article 17,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1

Au titre de l'année universitaire 2020-2021, les périodes d'inscription administrative des étudiants à La Rochelle Université sont fixées comme suit :

- > du jeudi 2 juillet au vendredi 17 juillet 2020 à 12 heures ;
- > du mardi 25 août au vendredi 11 septembre 2020 inclus.

Article 2

Les dates limites d'inscription administrative pour les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur qui sont proposées sur la plateforme Parcoursup sont fixées :

- > au 17 juillet 2020 à 12 heures (heure de Paris), pour les candidats ayant accepté définitivement une proposition d'admission entre le 19 mai 2020 et le 12 juillet 2020 inclus ;
- > au 27 août 2020 à 12 heures (heure de Paris), pour les candidats ayant accepté, définitivement ou non, une proposition d'admission entre le 13 juillet 2020 et le 23 août 2020 inclus.

Pour toute proposition d'admission acceptée à partir du 24 août 2020, l'inscription administrative se fait dans les plus brefs délais après l'acceptation.

Article 3

Pour l'inscription en première ou deuxième année de Master, lorsque l'admission est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier du candidat, la date limite d'inscription des candidats admis sur liste principale est fixée au 17 juillet 2020 à 12 heures. A défaut d'avoir procédé à son inscription administrative dans ce délai, le candidat perd le bénéfice de la décision d'admission qui lui a été notifiée et il est fait appel à la liste complémentaire.

Article 4

Au titre de l'année universitaire 2020-2021, aucune inscription, aucune réinscription ne peut être prise à La Rochelle Université au-delà de la date du vendredi 11 septembre 2020, à l'exception des situations dérogatoires suivantes :

- > inscriptions en troisième cycle ;
- > inscriptions au DAEU ;
- > inscriptions aux diplômes d'université ;
- > inscriptions à l'Institut des métiers de la justice et de l'administration ;
- > inscriptions suite à des délibérations de jury intervenues après le 4 septembre ;
- > inscriptions dans le cadre de la formation continue ;
- > inscriptions dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience professionnelle ;

- > inscriptions en première année du premier cycle dans le cadre de la phase complémentaire Parcoursup des candidats ayant accepté définitivement une proposition d'admission reçue entre le 10 septembre et le 12 septembre ;
- > inscriptions en première année de master dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article R. 612-36-3 du code de l'éducation pour les étudiants titulaires du diplôme national de Licence qui n'ont reçu aucune réponse positive à leurs demandes d'admission en première année de Master ;
- > Inscriptions des auditeurs libres.

Article 5

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-269 du 23 juin 2020 portant nomination aux fonctions de chargé de mission « Europe » (Antoine Doucet)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-2,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1

Est nommé auprès du président de La Rochelle Université : Monsieur Antoine Doucet, en qualité de chargé de mission « Europe ».

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 23 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-270 du 23 juin 2020 portant nomination aux fonctions de chargée de mission « Ressources humaines » (Isabelle Sueur)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-2,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1

Est nommée auprès du président de La Rochelle Université : Madame Isabelle Sueur, en qualité de chargée de mission « Ressources humaines ».

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 23 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-272 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention à l'association « Adocs »

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide au projet étudiant du 14 mai 2020,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention d'un montant de 1 500,00 euros est attribuée à l'association ADOCS.

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 1 500,00 euros. Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 26 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-273 du 26 juin 2020 portant attribution d'une subvention à l'association « AFEV »

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide au projet étudiant du 14 mai 2020,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention d'un montant de 7 500,00 euros est attribuée à l'association AFEV.

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 7 500,00 euros. Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 26 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-279 du 30 juin 2020 portant désignation du responsable d'unité de travail Sciences de la Terre**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-2,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 4121-1 à L. 4121-5 et R. 4121-1 à R. 4121-4,
Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique,
Vu l'instruction générale de l'ULR du 19 mai 2014 sur la prévention des risques professionnels, la santé et la sécurité au travail ainsi que sur la protection de l'environnement,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE**Article 1**

Monsieur Vivien MATHE est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité dans l'unité de travail Sciences de la Terre.

Article 2

Au sein de cette unité de travail, il doit appliquer et faire appliquer les règles en matière d'hygiène et de sécurité notamment celles définies dans les livres I^{er} à V de la quatrième partie « Santé et sécurité au travail » du code du travail et les décrets pris pour son application et prévenir les dangers susceptibles de compromettre la sécurité ou la santé des agents.

Article 3

Il doit nommer obligatoirement un ou des agents chargés de l'assister et de le conseiller dans la mise en œuvre des règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement (Assistant de Prévention).

Article 4

Il doit notamment :

- > Mettre en œuvre une démarche globale de prévention,
- > Dresser l'inventaire et évaluer les risques professionnels au sein de l'unité de travail, les identifier dans le document unique d'évaluation des risques professionnels qui doit être réévalué annuellement,
- > Programmer annuellement des actions de prévention pour l'unité de travail,
- > S'assurer que les équipements de travail soient installés, entretenus et vérifiés de manière à garantir la sécurité des agents et, le cas échéant, des usagers,
- > Améliorer les méthodes et le milieu de travail en adaptant les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents,
- > Veiller à ce que les locaux soient tenus dans un état constant de propreté et qu'ils présentent les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé des personnes,
- > Veiller aux bonnes pratiques professionnelles et faire respecter les lois, règlements et consignes en vigueur dans l'établissement,
- > S'assurer que les consignes de sécurité sont bien établies au sein de l'unité de travail, affichées et communiquées aux personnes concernées. Elle assure la traçabilité de cette diffusion,

- > Prendre toutes les dispositions pour faire assurer la formation à la sécurité et le suivi médical du personnel,
- > Veiller à la bonne tenue et au suivi des remarques portées sur le registre de santé et sécurité de son unité de travail,
- > Le cas échéant, veiller à se conformer aux obligations réglementaires fixées par d'autres textes ministériels liées aux activités réalisées dans son unité de travail, et notamment celles concernant les installations classées pour la protection de l'environnement, les établissements recevant du public, les organismes génétiquement modifiés, la gestion des sources de rayonnements ionisants, l'expérimentation animale...

Article 5

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 30 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-280 du 30 juin 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université (Valérie Pourpoint)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Délégation de signature est donnée à Valérie Pourpoint pour signer au nom du président de l'université les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de La Rochelle Université.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité ou les entités budgétaires suivantes :

- > CRB02/REMUNERATIONS

et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

- > les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
- > la constatation du service fait,
- > la facturation de prestations externes,
- > toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le ministère des affaires étrangères.

La présente délégation porte sur :

- > les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le ministère des affaires étrangères,
- > les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
- > les états de frais de déplacements,
- > toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le ministère des affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou le directeur général des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Mesures d'exécution et de publicité

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 30 juin 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-282 du 1^{er} juillet 2020 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2019-724 (Francette Fines)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2019-724 du 10 décembre 2019 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'Université (Francette Fines),
Vu l'arrêté n° 2020-267 du 22 juin 2020 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2019-724 (Francette Fines),

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation de la délégation de signature

L'arrêté n° 2019-724 du 10 décembre 2019 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'Université (Francette Fines) est abrogé.

Article 2 – Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020.

Article 3 – Abrogation de l'arrêté n° 2020-267 du 22 juin 2020

L'arrêté n° 2020-267 du 22 juin 2020 portant abrogation de la délégation de signature en matière financière n° 2019-724 (Francette Fines) est abrogé.

Article 2 – Mesures d'exécution et de publicité

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 1^{er} juillet 2020.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2020-286 du 2 juillet 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'Université (Linda Arcelin)

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'arrêté n° 2020-266 du 22 juin 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université (Linda Arcelin),

ARRÊTE

Article 1 – Délégation de signature

Délégation de signature est donnée à Linda Arcelin pour signer au nom du président de l'université les opérations de visa, de validation électronique des engagements juridiques et de constatation du service fait dans les applications informatiques financières « FoRmULR » et « GFC-dépenses » de l'université de La Rochelle.

Cette délégation de signature et de validation est accordée sur l'entité budgétaire suivante : CRB12/CEJEP et pour toutes les entités et lignes budgétaires en dépendant, dans les conditions définies aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Fonctionnement (hors mission) et équipement

La présente délégation de signature concerne :

- > les engagements juridiques quel que soit le montant ; au-delà de 10 000 euros HT, les engagements juridiques devront recueillir le visa du service achats/marchés,
- > la constatation du service fait,
- > la facturation de prestations externes,
- > toute attestation nécessaire dans le cadre des dépenses de fonctionnement (hors mission) et des dépenses d'équipement.

Article 3 – Missions

a) Missions sur et hors du territoire français métropolitain, hors zones dites « à risque » déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères.

La présente délégation porte sur :

- > les ordres de missions avec ou sans remboursement, hors zones dites « à risque » identifiées par le Ministère des Affaires Étrangères,
- > les autorisations d'invitation des personnes extérieures,
- > les états de frais de déplacements,
- > toute attestation nécessaire dans le cadre des déplacements,

b) Missions à l'étranger dans les zones dites « à risque », déconseillées par le Ministère des Affaires étrangères.

Les ordres de missions avec ou sans remboursement sont validés par le président de l'université ou la directrice générale des services après visa du responsable de l'entité budgétaire, dans un délai de trois semaines avant la date de départ du missionnaire.

Article 4 – Entrée en vigueur du présent arrêté

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} septembre 2020.

Article 5 – Abrogation

L'arrêté n° 2020-266 du 22 juin 2020 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université (Linda Arcelin) est abrogé.

Article 6 – Mesures d'exécution et de publicité

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 2 juillet 2020

Le président
Jean-Marc OGIER